

Initiatives ministérielles

Le gouvernement a réduit la Planification de l'emploi de 100 millions de dollars. Il vend ses réserves d'or au rythme d'environ 1 million d'onces par année. Que fait-il avec l'argent? Le déficit ne diminue pas, et la dette nationale non plus. Où va l'argent?

C'est bien beau de dire: «Nous faisons ce que nous pouvons. Nous prenons la situation en main, et nous voulons que les provinces fassent de même, mais nous ne sommes pas prêts à les aider. Nous allons limiter les dépenses pour sauver les apparences et, quand viendront les prochaines élections, nous pourrions dire que nous avons fait notre part, que nous avons maîtrisé la situation.»

Les provinces ne peuvent pas y arriver. Pourquoi pas? Parce que le gouvernement fédéral a réduit ses paiements de transferts. Il refile injustement ses responsabilités aux provinces en leur disant: «C'est comme ça. Nous ne vous donnerons pas de fonds supplémentaires pour faire ce que vous devez faire. Vous allez devoir vous débrouiller toutes seules.»

Je voudrais bien voir les députés qui sont mariés ici dire cela à leur conjoint ou à leur conjointe: «Je vais garder l'argent, mais c'est toi qui vas prendre soin de la maison, acheter la nourriture, payer l'hypothèque et nourrir les enfants.» Allons, c'est pas sérieux!

Quand on parle des provinces nanties, il convient de rappeler que l'Ontario a pris un engagement. En 1988-1989, le gouvernement fédéral a perçu plus de 5 000 \$ par personne en Ontario et il a dépensé 3 360 \$ par personne dans cette province. Le résultat net, ce sont des sorties de fonds de l'Ontario qui ont totalisé quelque 16 milliards de dollars de recettes fédérales.

Le gouvernement de l'Ontario continue de souscrire au principe du partage à l'intérieur du Canada et d'honorer son engagement à ce chapitre. Ainsi, l'Ontario s'est toujours montrée très favorable au programme de péréquation de 8,2 milliards de dollars.

Soyons réalistes. Nous sommes tous en difficulté. Toutes les provinces ont des problèmes, et le gouvernement fédéral doit le reconnaître. Il doit mettre en oeuvre des programmes qui redonneront du travail aux gens. Les Canadiens ne veulent pas d'aide ou de bien-être social. Ils ne veulent pas vivre au coin d'une rue dans une boîte de carton. Ils veulent travailler. Ils veulent faire leur part. Ils veulent participer à l'activité économique. Ils veulent jouer un rôle dans la croissance de notre pays.

• (1630)

Le gouvernement doit mettre en place des programmes de création d'emplois et rétablir un climat de confiance. Nous avons besoin d'aide pour relancer l'activité dans notre pays. Pour cela, le gouvernement doit faire sa part et commencer à se montrer un peu plus conciliant.

Il doit commencer à réaliser que même les provinces nanties sont en difficulté. Il doit reconnaître qu'elles ont besoin d'aide avant qu'il soit trop tard et qu'elles deviennent des provinces pauvres. Toutes les provinces veulent faire leur part. À mon avis, il incombe au gouvernement fédéral de le reconnaître et d'offrir l'aide nécessaire.

En terminant, j'invite simplement le gouvernement fédéral à reconsidérer ce projet de loi et ses conséquences véritables. Examinons l'augmentation du RAPC. Un député a dit un peu plus tôt que le budget du Régime d'assistance publique du Canada a augmenté de 5 p. 100 par année. De toute évidence, c'est insuffisant. D'ici à ce que le gouvernement se ressaisisse et qu'il commence à remettre les gens sur le marché du travail, il faudra une aide accrue, et ce n'est pas ce que souhaitent les Canadiens. Ils ne veulent pas d'aide. Ils veulent travailler au Canada, pour le Canada, afin que nous puissions demeurer des Canadiens.

J'espère que le gouvernement fédéral reviendra à la raison, qu'il neutralisera ce projet de loi et qu'il se ressaisira.

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, je serai bref mais je tiens à participer à ce débat parce qu'il semble y exister beaucoup de malentendus, particulièrement dans ma province de l'Ontario, au sujet des déficits, des dépenses publiques, des politiques fiscales rigides, du chômage et ainsi de suite.

Cette perception découle évidemment de la récession. Au cours des deux dernières années, les résidents de l'Ontario ont été très durement touchés. Non seulement est-on aux prises avec une récession, mais de nombreux secteurs de l'économie dans diverses régions de la province souffrent des ravages causés par l'Accord de libre-échange. Nous nous ressentons encore des effets de la valeur élevée du dollar canadien vis-à-vis du dollar américain, ainsi que des taux d'intérêt élevés du gouvernement d'en face.

Ces politiques, mises en place dans les années 1980, se sont heurtées de plein front au ralentissement économique que nous appelons une récession mais qui, dans de nombreuses collectivités de l'Ontario, est en fait une dépression.